



# Assemblée générale

Cinquante-deuxième session

15 mai 1997

## Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999\*

### Titre X

#### Contrôle interne

### Chapitre 28

#### Contrôle interne

(Programme 25 du plan à moyen terme pour la période 1998-2001)

#### Table des matières

	<i>Page</i>
Vue d'ensemble . . . . .	1
A. Direction exécutive et administration . . . . .	5
B. Programme de travail . . . . .	7
1. Évaluation centrale . . . . .	7
2. Audit et conseils de gestion . . . . .	11
3. Contrôle et inspection centraux . . . . .	15
4. Investigations . . . . .	19

\* Le présent document contient le chapitre 28 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999. L'ensemble du projet de budget-programme paraîtra ultérieurement en tant que *Supplément No 6 aux Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session (A/52/6/Rev.1)*.

---

## Chapitre 28

### Contrôle interne

(Programme 25 du plan à moyen terme  
pour la période 1998-2001)

#### Vue d'ensemble

- 28.1 Le Bureau des services de contrôle interne a été créé en septembre 1994. Il a pour mission de seconder le Secrétaire général dans ses fonctions internes de contrôle en se chargeant d'activités en matière de surveillance, d'audit interne, d'inspection, d'évaluation et d'investigations. Il se compose du Bureau du Secrétaire général adjoint, du Groupe de l'évaluation centrale, de la Division de l'audit et des conseils de gestion, du Groupe du contrôle et de l'inspection centraux et de la Section des investigations.
- 28.2 Le Bureau est responsable de l'exécution du programme 25, Contrôle interne, du plan à moyen terme pour la période 1998-2001 (A/51/6/Rev.1 et Rev.1/Corr.1).
- 28.3 Pendant l'exercice biennal 1998-1999, le Bureau déterminera l'ordre de priorité de ses travaux en fonction des besoins des départements organiques et de l'Organisation tout entière. La relation entre le Bureau et les fonds et programmes opérationnels sera définie de façon plus approfondie. On continuera à mettre l'accent sur l'autocontrôle et l'auto-évaluation par les administrateurs de programme, qui bénéficieront des conseils du Bureau à ce sujet. La fonction d'enquête sera renforcée grâce à la définition d'un mandat et de procédures établies et on exploitera l'expérience du personnel. L'unité administrative du Bureau compétente en la matière veillera systématiquement à ce que les recommandations du Bureau soient suivies d'effet.
- 28.4 La ventilation estimative de l'ensemble des ressources prévues pour ce grand programme pour l'exercice biennal 1998-1999, exprimée en pourcentage, s'établit comme suit :

	<i>Budget ordinaire</i>	<i>Fonds extra- budgétaires</i>
	<i>(En pourcentage)</i>	
Direction exécutive et administration .....	11,7	—
Programme de travail .....	88,3	100,0
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

28.5 La ventilation des ressources par sous-programme, en pourcentage, serait la suivante :

	Budget ordinaire	Fonds extra-budgétaires
	(En pourcentage)	
1. Évaluation centrale . . . . .	11,2	—
2. Audit et conseils de gestion . . . . .	52,4	100,0
3. Contrôle et inspection centraux . . . . .	12,3	—
4. Investigations . . . . .	24,1	—
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Tableau 28.1

**Prévisions de dépenses, par grande rubrique**

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Grande rubrique	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
A. Direction exécutive et administration	679,8	1 545,1	508,2	32,8	2 053,3	126,1	2 179,4
B. Programme de travail							
1. Évaluation centrale	1 328,5	1 730,3	(9,0)	(0,5)	1 721,3	115,2	1 836,5
2. Audit et conseils de gestion	7 033,1	7 754,2	435,7	5,6	8 189,9	440,5	8 630,4
3. Contrôle et inspection centraux	1 161,2	1 387,4	498,3	35,9	1 885,7	131,5	2 017,2
4. Investigations	797,0	2 594,5	1 104,1	42,5	3 698,6	275,2	3 973,8
<b>Total</b>	<b>10 999,6</b>	<b>15 011,5</b>	<b>2 537,3</b>	<b>16,9</b>	<b>17 548,8</b>	<b>1 088,5</b>	<b>18 637,3</b>

2) *Fonds extrabudgétaires*

	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	Provenance des fonds	1998-1999 Montant estimatif
	3 404,6	2 680,4	a) Services d'appui à :	
			i) Des organismes des Nations Unies	3 827,5
			ii) Des activités extrabudgétaires	
	594,4	1 011,3	Activités de fond	1 012,9
	1 359,5	582,4	Coopération technique	644,0
	2 225,8	2 279,7	Opérations de maintien de la paix	2 354,8
	—	—	b) Activités de fond	—
	—	—	c) Projets opérationnels	—
<b>Total</b>	<b>7 584,3</b>	<b>6 553,8</b>		<b>7 839,2</b>
<b>Total 1) et 2)</b>	<b>18 583,9</b>	<b>21 565,3</b>		<b>26 476,5</b>

Tableau 28.2

**Prévisions de dépenses, par objet de dépense**

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	10 334,2	13 546,5	2 121,6	15,6	15 668,1	976,4	16 644,5
Autres dépenses de personnel	49,9	116,2	22,3	19,1	138,5	8,2	146,7
Consultants et experts	84,8	186,9	13,3	7,1	200,2	11,8	212,0
Voyages	230,1	544,4	236,5	43,4	780,9	46,6	827,5
Services contractuels	44,7	31,7	12,0	37,8	43,7	2,6	46,3
Frais généraux de fonctionnement	79,8	152,9	127,3	83,2	280,2	16,7	296,9
Dépenses de représentation	0,6	4,3	—	—	4,3	0,1	4,4
Fournitures et accessoires	19,4	80,3	39,1	48,6	119,4	7,3	126,7
Mobilier et matériel	156,1	348,3	(34,8)	(9,9)	313,5	18,8	332,3
<b>Total</b>	<b>10 999,6</b>	<b>15 011,5</b>	<b>2 537,3</b>	<b>16,9</b>	<b>17 548,8</b>	<b>1 088,5</b>	<b>18 637,3</b>

2) *Fonds extrabudgétaires*

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	1998-1999 Montant estimatif
Postes	6 889,4	6 149,8	7 270,6
Autres dépenses de personnel	170,4	327,5	336,2
Consultants et experts	25,0	—	—
Voyages	465,0	76,5	208,0
Frais généraux de fonctionnement	25,0	—	15,4
Fournitures et accessoires	9,5	—	—
Mobilier et matériel	—	—	9,0
<b>Total</b>	<b>7 584,3</b>	<b>6 553,8</b>	<b>7 839,2</b>
<b>Total 1) et 2)</b>	<b>18 583,9</b>	<b>21 565,3</b>	<b>26 476,5</b>

Tableau 28.3

**Postes nécessaires<sup>a</sup>***Unité administrative : Bureau des services de contrôle interne*

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
SGA	1	1	—	—	—	—	1	1
D-2	1	1	—	—	—	—	1	1
D-1	3	4	1	—	—	—	4	4
P-5	10	12	2	—	3	2	15	14
P-4/3	27	30	3	—	17	21	47	51
P-2/1	8	8	—	—	1	1	9	9
<b>Total</b>	<b>50</b>	<b>56</b>	<b>6</b>	<b>—</b>	<b>21</b>	<b>24</b>	<b>77</b>	<b>80</b>
<b>Agents des services généraux</b>								
1re classe	9	9	1	—	1	1	11	10
Autres classes	15	17	—	—	7	8	22	25
<b>Total</b>	<b>24</b>	<b>26</b>	<b>1</b>	<b>—</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>33</b>	<b>35</b>
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	—	—	—	—	1	1	1	1
<b>Total</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>Total général</b>	<b>74</b>	<b>82</b>	<b>7</b>	<b>—</b>	<b>30<sup>b</sup></b>	<b>34<sup>c</sup></b>	<b>111</b>	<b>116</b>

<sup>a</sup> En outre, trois postes P-4/3 ont été mis à la disposition du Bureau gracieusement, à titre de prêt non remboursable, pour l'exercice biennal 1996-1997. On pense que le Bureau pourra continuer à disposer d'un de ces postes pendant l'exercice biennal 1998-1999.

<sup>b</sup> 1996-1997 : postes financés à l'aide de fonds extrabudgétaires au titre des services d'appui au HCR [1 poste P-5, 4 postes P-4, 3 postes P-3, 1 poste d'agent des services généraux (1re classe) et 2 postes d'agent des services généraux (Autres classes)], au Centre du commerce international (1 poste P-2), au Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (1 poste P-4), à des structures administratives extrabudgétaires (1 poste P-4, 1 poste d'agent local), à la coopération technique [1 poste P-5 et 3 postes d'agent des services généraux (Autres classes)], à des activités extrabudgétaires de fond [1 poste P-4, 1 poste P-3 et 2 postes d'agent des services généraux (Autres classes)] et aux opérations de maintien de la paix [1 poste P-5, 6 postes P-4, 3 postes P-3 et 1 poste d'agent des services généraux (Autres classes)], soit au total 34 postes. En outre, le HCR a fourni quatre postes à titre de prêt non remboursable [1 poste P-4, 2 postes P-3 et 1 poste d'agent des services généraux (Autres classes)].

<sup>c</sup> 1998-1999 : postes financés à l'aide de fonds extrabudgétaires au titre des services d'appui au HCR [1 poste P-5, 4 postes P-4, 3 postes P-3, 1 poste d'agent des services généraux (1re classe) et 2 postes d'agent des services généraux (Autres classes)], au Centre du commerce international (1 poste P-2), au Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (1 poste P-4), à des structures administratives extrabudgétaires (1 poste P-4 et 1 poste d'agent local), à la coopération technique [1 poste P-4 et 3 postes d'agent des services généraux (Autres classes)], à des activités extrabudgétaires de fond [1 poste P-4, 1 poste P-3 et 2 postes d'agent des services généraux (Autres classes)] et aux opérations de maintien de la paix [1 poste P-5, 6 postes P-4, 3 postes P-3 et 1 poste d'agent des services généraux (Autres classes)], soit au total 34 postes.

## A. Direction exécutive et administration

### Bureau du Secrétaire général adjoint

Tableau 28.4

#### Prévisions de dépenses, par programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

Programme	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Réévaluation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pourcentage			
Postes	583,8	1 224,7	417,2	34,0	1 641,9	101,5	1 743,4
Autres dépenses de personnel	—	40,9	—	—	40,9	2,4	43,3
Consultants et experts	83,0	29,3	—	—	29,3	1,7	31,0
Voyages	12,5	51,2	6,3	12,3	57,5	3,5	61,0
Services contractuels	0,5	—	—	—	—	—	—
Frais généraux de fonctionnement	—	149,3	76,9	51,5	226,2	13,5	239,7
Dépenses de représentation	—	2,2	—	—	2,2	0,1	2,3
Fournitures et accessoires	—	—	5,0	—	5,0	0,3	5,3
Mobilier et matériel	—	47,5	2,8	5,8	50,3	3,1	53,4
<b>Total</b>	<b>679,8</b>	<b>1 545,1</b>	<b>508,2</b>	<b>32,8</b>	<b>2 053,3</b>	<b>126,1</b>	<b>2 179,4</b>

Tableau 28.5

#### Postes nécessaires

Unité administrative : Bureau du Secrétaire général adjoint

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
SGA	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	1	1	—	—	—	—	1	1
P-4/3	1	2	—	—	—	—	1	2
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>3</b>	<b>4</b>
<b>Agents des services généraux</b>								
1re classe	1	2	1	—	—	—	2	2
Autres classes	2	3	—	—	—	—	2	3
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>4</b>	<b>5</b>
<b>Total général</b>	<b>6</b>	<b>9</b>	<b>1</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>7</b>	<b>9</b>

- 28.6 Le Bureau du Secrétaire général adjoint assure la direction, la supervision et la gestion d'ensemble des activités du Bureau des services de contrôle interne. Il est chargé de la planification et du suivi du programme de travail du Bureau de la coordination, suit l'application des recommandations formulées et rend compte de ses activités à cet égard.
- 28.7 Pour assurer son indépendance opérationnelle, le Bureau a créé une unité administrative au Bureau du Secrétaire général adjoint. Cette unité est chargée de l'administration du personnel et des finances pour l'ensemble du Bureau et planifie l'utilisation de ses propres ressources ainsi que des services communs. Elle conseille en outre les hauts fonctionnaires du Bureau concernant les politiques et procédures administratives et financières. Ces services étaient précédemment dispensés par le Service administratif du Département de l'administration et de la gestion.

### Activités

- 28.8 Au cours de l'exercice biennal 1998-1999, les activités ci-après seront entreprises :
- a) *Services destinés à des organes intergouvernementaux/d'experts*  
*Assemblée générale*
    - i) *Documentation* : rapport annuel analytique et récapitulatif à l'Assemblée générale sur les activités du Bureau;
    - ii) *Services fonctionnels* : Cinquième Commission (1998 et 1999);
  - b) *Services de contrôle interne*  
Rapport semestriel au Secrétaire général sur l'application des recommandations du Bureau.

### Ressources nécessaires (aux taux courants)

#### *Postes*

- 28.9 Le montant des ressources prévues à cette rubrique (1 641 900 dollars) correspond aux traitements et aux dépenses communes de personnel pour neuf postes. L'accroissement des ressources (417 200 dollars) représente l'effet net de l'application de nouveaux taux standard de vacance de poste, de la prise en compte du coût biennal intégral du poste d'agent des services généraux (1re classe) approuvé pendant l'exercice biennal 1996-1997 et du transfert d'un poste P-3 du Groupe de l'évaluation centrale et d'un poste d'agent des services généraux (Autres classes) du Département de l'administration et de la gestion. Les postes ainsi transférés seraient inscrits au tableau d'effectifs de l'unité administrative pour améliorer la fourniture des services en matière de personnel et de finances dont le Bureau a besoin. En outre, la transformation d'un poste temporaire d'agent des services généraux (1re classe) en poste permanent est requise. À ce poste correspondent des fonctions essentielles de caractère suivi au sein de l'unité administrative, qui ne dispose actuellement que d'un poste de P-4 et du poste d'agent des services généraux susmentionné.

#### *Autres dépenses de personnel*

- 28.10 Le montant prévu (40 900 dollars) correspond au coût du personnel temporaire (autre que celui affecté aux réunions) nécessaire pour faire face au surcroît de travail pendant les périodes de pointe et pour remplacer le personnel en congé de longue maladie ou de maternité (20 200 dollars) ainsi que des heures supplémentaires requises pendant les périodes de pointe et les sessions de l'Assemblée générale (20 700 dollars).

#### *Consultants et experts*

- 28.11 Un montant de 29 300 dollars est prévu pour des services de consultant dans des domaines spécialisés liés aux activités de contrôle; on apportera notamment des améliorations au système informatique pour suivre l'application des recommandations du Bureau.

#### *Voyages*

- 28.12 Les ressources prévues (57 500 dollars) permettront au Secrétaire général adjoint et à ses proches collaborateurs de se rendre dans divers lieux d'affectation pendant l'exercice biennal, au titre d'activités diverses nécessitant une intervention du personnel de direction.

*Frais généraux de fonctionnement*

- 28.13 Les ressources prévues (226 200 dollars) correspondent aux communications (80 600 dollars) à l'entretien du matériel de bureautique (145 100 dollars) et à des services divers (500 dollars). L'accroissement des ressources est imputable à l'accroissement général des dépenses au titre des communications dans les divers services du Bureau, à la mise en place de l'unité administrative et à l'accroissement des coûts unitaires en ce qui concerne l'entretien du matériel de bureautique, pour lequel les besoins de tous les services du Bureau sont centralisés au Bureau du Secrétaire général adjoint.

*Dépenses de représentation*

- 28.14 Un montant de 2 200 dollars est prévu à cette rubrique pour rembourser les frais encourus par des fonctionnaires du Bureau qui n'ont pas droit à l'indemnité de représentation mais qui sont tenus de recevoir des spécialistes externes de différents domaines.

*Fournitures et accessoires*

- 28.15 Un montant de 5 000 dollars est prévu pour les fournitures de bureau, notamment pour le matériel de traitement électronique de l'information.

*Mobilier et matériel*

- 28.16 Un montant de 50 300 dollars est prévu pour l'achat de matériel de traitement de l'information et de logiciels (25 200 dollars) ainsi que de matériel de bureau (25 100 dollars).

## B. Programme de travail

### Sous-programme 1 Évaluation centrale

Tableau 28.6

#### Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

<i>Objet de dépense</i>	<i>1994-1995 Dépenses</i>	<i>1996-1997 Crédits ouverts</i>	<i>Accroissement des ressources</i>		<i>Total avant réévaluation des coûts</i>	<i>Rééva- luation des coûts</i>	<i>1998-1999 Crédits demandés</i>
			<i>Montant</i>	<i>Pour- centage</i>			
Postes	1 258,4	1 593,3	(37,3)	(2,3)	1 556,0	105,3	1 661,3
Autres dépenses de personnel	—	—	14,1	—	14,1	0,8	14,9
Consultants et experts	1,8	33,1	(13,1)	(39,5)	20,0	1,1	21,1
Voyages	0,6	50,3	11,1	22,0	61,4	3,7	65,1
Services contractuels	—	31,7	—	—	31,7	1,9	33,6
Frais généraux de fonctionnement	11,2	3,6	1,0	27,7	4,6	0,3	4,9
Dépenses de représentation	0,2	1,5	—	—	1,5	—	1,5
Fournitures et accessoires	—	—	2,0	—	2,0	0,2	2,2
Mobilier et matériel	56,3	16,8	13,2	78,5	30,0	1,9	31,9
<b>Total</b>	<b>1 328,5</b>	<b>1 730,3</b>	<b>(9,0)</b>	<b>(0,5)</b>	<b>1 721,3</b>	<b>115,2</b>	<b>1 836,5</b>

2) *Fonds extrabudgétaires*

	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Montant estimatif	Provenance des fonds	1998-1999 Montant estimatif
	—	—	a) Services d'appui à :	—
	245,7	—	i) Des organismes des Nations Unies	—
	—	—	ii) Des activités extrabudgétaires	—
	—	—	Coopération technique	—
	—	—	b) Activités de fond	—
	—	—	c) Projets opérationnels	—
<b>Total</b>	<b>245,7</b>	<b>—</b>		<b>—</b>
<b>Total 1) et 2)</b>	<b>1 574,2</b>	<b>1 730,3</b>		<b>1 836,5</b>

Tableau 28.7

**Postes nécessaires***Programme : Évaluation centrale*

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996- 1997	1998- 1999	1996- 1997	1998- 1999	1996- 1997	1998- 1999	1996- 1997	1998- 1999
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	2	2	—	—	—	—	2	2
P-4/3	3	2	—	—	—	—	3	2
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>6</b>	<b>5</b>
<b>Agents des services généraux</b>								
1re classe	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres classes	4	3	—	—	—	—	4	3
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>4</b>	<b>3</b>
<b>Total général</b>	<b>10</b>	<b>8</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>10</b>	<b>8</b>

28.17 L'objectif de ce sous-programme est de déterminer aussi systématiquement et objectivement que possible l'intérêt, l'efficacité, la productivité et l'effet des activités de l'Organisation eu égard à leurs objectifs, et de permettre au Secrétariat et aux États Membres de réfléchir de façon systématique aux moyens d'accroître la productivité des grands programmes de l'Organisation en changeant la teneur et, au besoin, en modifiant les objectifs.

28.18 Le sous-programme sera exécuté par le Groupe de l'évaluation centrale. Pour atteindre l'objectif visé, le Groupe :

- a) Présentera, pour examen, des évaluations approfondies au Comité du programme et de la coordination et à l'Assemblée générale, à leur demande;
- b) Présentera au Comité du programme et de la coordination des rapports qui permettront à celui-ci de procéder à des examens triennaux concernant l'application des recommandations en matière d'évaluation approuvées par l'Assemblée générale;

- c) Aidera les départements et les bureaux du Secrétariat à mettre en oeuvre les recommandations ainsi approuvées;
  - d) Fournira une assistance aux départements et bureaux pour leurs évaluations.
- 28.19 Pendant l'exercice biennal, le Groupe de l'évaluation centrale effectuera quatre évaluations approfondies et préparera quatre examens triennaux. Il fournira également une assistance pour les activités d'évaluation entreprises et aidera à renforcer le rôle de l'évaluation.
- 28.20 Les activités définies ci-après permettraient au Comité du programme et de la coordination et à l'Assemblée générale de continuer à apporter des améliorations aux programmes de l'Organisation et à renforcer l'efficacité et la productivité de ses activités.

### Activités

- 28.21 Pendant l'exercice biennal 1998-1999, les activités ci-après seront entreprises :
- a) *Services destinés à des organes intergouvernementaux/d'experts*
    - i) *Assemblée générale*
      - a. Documentation : Rapport biennal sur le renforcement du rôle de l'évaluation (1998);
      - b. Services fonctionnels : Cinquième Commission (1998);
    - ii) *Comité du Programme et de la coordination*
      - a. Documentation : Rapport sur une évaluation approfondie dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale (1998); rapport sur une évaluation approfondie concernant le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (1998); examen triennal de l'évaluation approfondie des opérations de maintien de la paix : phase de démarrage (1998); examen triennal de l'évaluation approfondie dans le domaine de l'environnement (1998); rapport sur une évaluation approfondie concernant un programme que désignera le CPC en 1997 (1999); rapport sur une évaluation approfondie concernant un programme que désignera le CPC en 1997 (1999); examen triennal de l'évaluation approfondie des opérations de maintien de la paix : phase finale (1999); examen triennal de l'évaluation approfondie du Département de l'information (1999);
      - b. Services fonctionnels : Comité du programme et de la coordination (1998 et 1999).
  - b) *Services de contrôle interne*

Le Groupe de l'évaluation centrale :

    - i) Examinera l'application, par les départements et bureaux, des recommandations approuvées en matière d'évaluation et leur fournira une assistance à cet égard. Des rapports de situation à ce sujet seront établis dans le cadre des rapports annuels du Bureau;
    - ii) Aidera les départements et bureaux à procéder à leurs propres activités d'évaluation en répondant à leurs questions, en organisant des ateliers de formation et en publiant un manuel et des bulletins périodiques. L'accent sera mis plus particulièrement sur le suivi du comportement professionnel et les techniques d'évaluation. Des bulletins seront publiés par le Bureau pour guider les administrateurs de programme à cet égard.

**Ressources nécessaires (aux taux courants)**

*Postes*

- 28.22 Le montant prévu (1 556 000 dollars) correspond aux traitements et aux dépenses communes de personnel pour les huit postes inscrits au tableau 28.7. La diminution de 37 300 dollars est imputable au transfert de deux postes, un poste P-3 transféré au Bureau du Secrétaire général adjoint et un poste d'agent des services généraux (Autres classes) transféré à la Section des investigations, cette économie étant en partie contrebalancée par le coût intégral pour l'exercice biennal du poste P-5 approuvé en 1996-1997 et par les effets de l'application de nouveaux taux standard de vacance de poste.

*Autres dépenses de personnel*

- 28.23 Le montant prévu (14 100 dollars) correspond au coût du personnel temporaire (autre que celui affecté aux réunions) nécessaire pour faire face au surcroît de travail pendant les périodes de pointe et pour remplacer le personnel en congé de longue maladie (8 000 dollars), ainsi que des heures supplémentaires requises pendant les périodes de pointe ou pour faire face à d'autres besoins urgents (6 100 dollars).

*Consultants et experts*

- 28.24 Un montant de 20 000 dollars est prévu pour des services d'expert, pour les évaluations approfondies qui seront effectuées pendant l'exercice biennal 1998-1999.

*Voyages*

- 28.25 Un montant de 61 400 dollars est prévu pour financer les voyages nécessaires pour réaliser des entretiens dirigés aux fins des évaluations approfondies, pour évaluer l'état d'avancement de l'application des recommandations en matière d'évaluation, pour permettre au personnel d'assister à des réunions interorganisations sur des questions d'évaluation et pour exécuter des activités de formation aux méthodes d'évaluation à l'intention du personnel de départements et bureaux hors Siège.

*Services contractuels*

- 28.26 Le montant prévu (31 700 dollars) permettra d'accéder aux bases NEXIS et DIALOG et à des bases de données similaires.

*Frais généraux de fonctionnement*

- 28.27 Le montant requis (4 600 dollars) correspond à des services divers.

*Dépenses de représentation*

- 28.28 Un montant de 1 500 dollars est prévu à cette rubrique pour rembourser des fonctionnaires du Bureau qui n'ont pas droit à l'indemnité de représentation mais qui sont tenus de recevoir des spécialistes externes de différents domaines.

*Fournitures et accessoires*

- 28.29 Un montant de 2 000 dollars est prévu pour couvrir le coût des fournitures de bureau.

*Mobilier et matériel*

- 28.30 Un montant de 30 000 dollars est prévu pour l'achat de mobilier et de matériel de bureau (4 900 dollars) ainsi que pour l'achat et le remplacement de matériel de bureautique (25 100 dollars).

## Sous-programme 2

### Audit et conseils de gestion

Tableau 28.8

#### Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

##### 1) Budget ordinaire

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Crédits demandés
			Montant	Pour- centage			
Postes	6 561,7	7 149,5	530,6	7,4	7 680,1	410,1	8 090,2
Autres dépenses de personnel	35,6	44,0	8,2	18,6	52,2	3,1	55,3
Consultants et experts	—	76,8	(56,6)	(73,6)	20,2	1,2	21,4
Voyages	203,4	300,4	(0,5)	(0,1)	299,9	17,9	317,8
Services contractuels	44,2	—	—	—	—	—	—
Frais généraux de fonctionnement	68,6	—	5,2	—	5,2	0,3	5,5
Dépenses de représentation	0,4	0,6	—	—	0,6	—	0,6
Fournitures et accessoires	19,4	28,2	9,9	35,1	38,1	2,3	40,4
Mobilier et matériel	99,8	154,7	(61,1)	(39,4)	93,6	5,6	99,2
<b>Total</b>	<b>7 033,1</b>	<b>7 754,2</b>	<b>435,7</b>	<b>5,6</b>	<b>8 189,9</b>	<b>440,5</b>	<b>8 630,4</b>

##### 2) Fonds extrabudgétaires

Provenance des fonds	1994-1995	1996-1997	1998-1999
	Dépenses	Montant estimatif	Montant estimatif
a) Services d'appui à :			
i) Des organismes des Nations Unies	3 404,6	2 680,4	3 827,5
ii) Des activités extrabudgétaires :	—	—	—
Activités de fond	594,4	1 011,3	1 012,9
Coopération technique	1 113,8	582,4	644,0
Opérations de maintien de la paix	2 225,8	2 279,7	2 354,8
b) Activités de fond	—	—	—
c) Projets opérationnels	—	—	—
<b>Total</b>	<b>7 338,6</b>	<b>6 553,8</b>	<b>7 839,2</b>
<b>Total 1) et 2)</b>	<b>14 371,7</b>	<b>14 308,0</b>	<b>16 469,6</b>

Tableau 28.9

**Postes nécessaires**

*Programme : Audit et conseils de gestion*

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
D-2	1	1	—	—	—	—	1	1
D-1	—	1	1	—	—	—	1	1
P-5	4	6	2	—	3	2	9	8
P-4/3	14	14	—	—	17	21	31	35
P-2/1	7	7	—	—	1	1	8	8
<b>Total</b>	<b>26</b>	<b>29</b>	<b>3</b>	<b>—</b>	<b>21</b>	<b>24</b>	<b>50</b>	<b>53</b>
<b>Agents des services généraux</b>								
1re classe	7	5	—	—	1	1	8	6
Autres classes	4	6	—	—	7	8	11	14
<b>Total</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>19</b>	<b>20</b>
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	—	—	—	—	1	1	1	1
<b>Total</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>Total général</b>	<b>37</b>	<b>40</b>	<b>3</b>	<b>—</b>	<b>30</b>	<b>34</b>	<b>70</b>	<b>74</b>

28.31 Ce sous-programme vise à garantir l'exécution des programmes et des activités prescrites en cherchant à accroître l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation et en empêchant le gaspillage et les irrégularités de gestion.

28.32 Les objectifs de ce sous-programme sont plus expressément les suivants :

- a) Vérifier que les administrateurs de programme appliquent les règles et directives administratives et financières ainsi que les recommandations approuvées des organes de contrôle externe;
- b) S'assurer que les administrateurs de programme s'acquittent efficacement de leurs responsabilités, et veiller à ce qu'ils reçoivent l'appui méthodologique voulu;
- c) Rationaliser la structure de l'Organisation afin qu'elle soit mieux à même d'exécuter les programmes et les décisions des organes délibérants;
- d) Veiller à l'efficacité des systèmes de contrôle interne de l'Organisation.

28.33 La Division de l'audit et des conseils de gestion est chargée de l'exécution de ce sous-programme. Elle examine, analyse et évalue l'emploi qui est fait des ressources financières de l'Organisation. Elle procède en outre à des audits, études et enquêtes concernant la gestion d'ensemble de l'Organisation.

28.34 Pour chaque année de l'exercice biennal 1998-1999, on établira des plans annuels d'audit qui refléteront les objectifs susmentionnés. Ces plans seront établis en se fondant sur une analyse des risques effectuée conformément aux critères professionnels applicables. Pour que ces plans aient une portée aussi large que possible, ils ne comporteront pas seulement les opérations d'audit prescrites par les organes délibérants mais

tiendront compte également des suggestions faites par les chefs des départements, bureaux, fonds et programmes.

- 28.35 Les responsabilités de la Division en matière d'audit sont réparties sur une base régionale entre les différentes sections, dont deux sises à Genève et une à Nairobi. Les missions sont normalement effectuées par une équipe de vérificateurs, qui sont souvent amenés à travailler dans des lieux d'affectation autres que le leur. Les missions de maintien de la paix les plus importantes sont continuellement soumises à des opérations d'audit effectuées par des vérificateurs envoyés sur place, qui relèvent directement du Siège.

### Activités

- 28.36 Au cours de l'exercice biennal 1998-1999, les activités ci-après seront entreprises :

*Services de contrôle interne (budget ordinaire et fonds extrabudgétaires)*

- a) Opérations d'audit portant sur les principaux aspects des activités menées par les départements et bureaux du Siège, les bureaux de Genève, Vienne et Nairobi et toutes les commissions régionales, ainsi que des opérations du PNUE, du CNUEH, du Centre pour les droits de l'homme, de la CNUCED, de l'ONU, de la Cour internationale de Justice et des Tribunaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda. Ces audits porteront sur les états de paie et la gestion du personnel, y compris les services de consultant, les systèmes financiers, les achats, la gestion des biens ainsi que la gestion des programmes et projets;
- b) Quarante à 50 opérations d'audit des opérations de maintien de la paix, qui engloberont toutes les missions de maintien de la paix ainsi que la Base de soutien logistique des Nations Unies; pour les missions les plus importantes, deux ou trois opérations d'audit seront prévues pendant l'exercice biennal. Les audits porteront sur les domaines indiqués à l'alinéa précédent. L'accent sera mis sur le processus de liquidation des missions, les inventaires, la sécurité des espèces et sur la protection des avoirs;
- c) Opérations d'audit concernant un certain nombre de projets de coopération technique pour évaluer la façon dont les départements concernés s'acquittent de leurs responsabilités pour ce qui est de la planification et du suivi des projets. Certains centres d'information des Nations Unies feront également l'objet d'une opération d'audit.
- d) Une quinzaine d'audits de gestion qui porteront sur la structure organisationnelle, les procédures, les systèmes, les directives et les règles dans des domaines déterminés, sous l'angle de l'utilisation économique, efficace et productive des ressources. Ces opérations auront pour objet d'identifier les secteurs qui se prêteraient à des économies ou à des gains de productivité et les possibilités d'amélioration des contrôles internes;
- e) Une quinzaine d'opérations d'audit en ce qui concerne le traitement électronique de l'information, pour déterminer si des principes et procédures rationnels ont été établis et sont bien appliqués pour l'acquisition, la protection et la gestion du matériel, des logiciels et des systèmes informatiques, si des normes ont été établies et sont bien appliquées pour garantir la rentabilité et l'efficacité des produits informatiques ainsi que leur utilité et leur qualité, et si les contrôles internes correspondants sont adaptés et efficaces. L'accent sera mis en particulier sur le système intégré de gestion pour s'assurer de son efficacité et du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et du contrôle interne;
- f) Quarante à 50 opérations d'audit des activités du HCR sur le terrain ainsi que des vérifications périodiques des services d'appui au siège du HCR. Les domaines sur lesquels porteront ces audits seront déterminés en coopération étroite avec le Comité de contrôle du HCR;
- g) Opérations d'audit des activités du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, du Centre du commerce international et de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies ainsi que des programmes qu'ils financent. Le coût de ces opérations sera remboursé;

- h) Fourniture de services consultatifs aux directeurs de programme, sur leur demande, dans le cadre de vérifications en cours ou de missions spéciales;
  - i) Suivi des recommandations résultant des opérations d'audit réalisées pendant les exercices biennaux précédents.
- 28.37 Les opérations d'audit ainsi prévues se traduiront par environ 150 rapports qui seront soumis aux chefs des départements, bureaux, fonds et programmes intéressés ou autres hauts fonctionnaires concernés. En outre, les observations découlant des audits seront communiquées aux administrateurs responsables.
- 28.38 Pendant l'exercice biennal, 10 rapports au moins seront présentés à l'Assemblée générale.

#### Ressources nécessaires (aux taux courants)

##### *Postes*

- 28.39 Les ressources prévues à cette rubrique, soit 7 680 100 dollars, correspondent aux traitements et dépenses communes de personnel pour 40 postes au Siège et dans les bureaux de Genève et de Nairobi. L'accroissement des ressources (530 600 dollars) correspond à l'effet net de l'application de nouveaux taux standard de vacance de poste, de la prise en compte du coût intégral d'un poste D-1 et de deux postes P-5 approuvés pendant l'exercice biennal 1996-1997, du transfert d'un poste P-3 de Genève à New York, d'un poste P-3 de Nairobi à New York et d'un poste d'agent des services généraux (1re classe) au Groupe du contrôle et de l'inspection centraux, en échange d'un poste d'agent des services généraux (Autres classes) ainsi que du déclassement d'un poste d'agent des services généraux (1re classe) de Genève. La transformation de trois postes temporaires en postes permanents (un poste D-1 à New York, un poste P-5 à Genève et un poste P-5 à Nairobi) est également proposée.

##### *Autres dépenses de personnel*

- 28.40 Des ressources estimées à 52 200 dollars sont demandées pour du personnel temporaire (autre que celui affecté aux réunions) pendant les périodes de pointe et pour le remplacement de fonctionnaires en congé de maternité (50 300 dollars), ainsi que pour les heures supplémentaires qui seront requises pendant les périodes de pointe et pour répondre à d'autres besoins urgents (1 900 dollars).

##### *Consultants et experts*

- 28.41 Un montant de 20 200 dollars est requis pour l'exercice biennal pour recourir aux services d'un expert qui aidera la Division à mettre à jour et à revoir le Manuel d'audit.

##### *Voyages*

- 28.42 Des ressources estimées à 299 900 dollars sont prévues au titre des voyages requis pour les activités d'audit, de la participation à la réunion annuelle des vérificateurs intérieurs des comptes des Nations Unies et des voyages que devra faire le personnel de direction de la Division pour se rendre dans les sections hors Siège.

##### *Frais généraux de fonctionnement*

- 28.43 Le montant prévu, soit 5 200 dollars, correspond au coût des services postaux urgents requis pour l'expédition de rapports et de documents de travail entre les sections de la Division qui sont au Siège et celles qui se trouvent dans des bureaux extérieurs.

##### *Dépenses de représentation*

- 28.44 Un montant de 600 dollars est prévu à cette rubrique pour rembourser des fonctionnaires du Bureau qui n'ont pas droit à l'indemnité de représentation mais qui sont tenus de recevoir des spécialistes externes de différents domaines.

*Fournitures et accessoires*

28.45 Le montant prévu, soit 38 100 dollars, représente le coût de fournitures pour le matériel exigé aux fins des opérations (28 700 dollars), ainsi que de l'achat de livres de bibliothèque, de publications dans le domaine de l'audit et de frais d'adhésion (9 400 dollars).

*Mobilier et matériel*

28.46 Le montant prévu, soit 93 600 dollars, correspond à l'achat et au remplacement de matériel de bureautique et à l'accroissement de la capacité du réseau local du Bureau pour y inclure des applications supplémentaires.

**Sous-programme 3  
Contrôle et inspection centraux**

Tableau 28.10

**Prévisions de dépenses, par objet de dépense**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Objet de dépense</i>	<i>1994-1995 Dépenses</i>	<i>1996-1997 Crédits ouverts</i>	<i>Accroissement des ressources</i>		<i>Total avant réévaluation des coûts</i>	<i>Rééva- luation des coûts</i>	<i>1998-1999 Crédits demandés</i>
			<i>Montant</i>	<i>Pour- centage</i>			
Postes	1 139,4	1 325,6	377,8	28,5	1 703,4	120,8	1 824,2
Autres dépenses de personnel	13,3	14,8	—	—	14,8	0,9	15,7
Consultants et experts	—	14,3	56,1	392,3	70,4	4,2	74,6
Voyages	8,5	29,9	30,3	101,3	60,2	3,5	63,7
Services contractuels	—	—	12,0	—	12,0	0,7	12,7
Frais généraux de fonctionnement	—	—	1,0	—	1,0	—	1,0
Fournitures et accessoires	—	—	2,0	—	2,0	0,2	2,2
Mobilier et matériel	—	2,8	19,1	682,1	21,9	1,2	23,1
<b>Total</b>	<b>1 161,2</b>	<b>1 387,4</b>	<b>498,3</b>	<b>35,9</b>	<b>1 885,7</b>	<b>131,5</b>	<b>2 017,2</b>

Tableau 28.11

**Postes nécessaires**

*Programme : Contrôle et inspection centraux*

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999	1996-1997	1998-1999
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	1	1	—	—	—	—	1	1
P-4/3	3	3	—	—	—	—	3	3
P-2/1	1	1	—	—	—	—	1	1
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>6</b>	<b>6</b>
<b>Agents des services généraux</b>								
1re classe	—	1	—	—	—	—	—	1
Autres classes	3	2	—	—	—	—	3	2
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
<b>Total général</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>9</b>	<b>9</b>

28.47 Les objectifs de ce sous-programme sont les suivants :

- a) Améliorer et renforcer la gestion des programmes en veillant à ce qu'ils soient exécutés de manière satisfaisante ainsi que dans les délais et selon les mandats prescrits, à ce que leurs produits obéissent aux mêmes normes de qualité et de respect des échéances et des mandats, à ce qu'ils répondent aux objectifs fixés et à ce que les ressources qui leur sont affectées soient utilisées de manière productive;
- b) Faire accepter les fonctions de surveillance et d'auto-évaluation comme partie intégrante des attributions de gestion et de contrôle des administrateurs de programme;
- c) Favoriser un dialogue constructif entre les États Membres et le Secrétariat en vue de l'accomplissement des activités prescrites et la réalisation des objectifs de l'Organisation;
- d) Identifier rapidement les problèmes qui font obstacle à l'exécution efficace des activités programmées et recommander des mesures correctives selon qu'il conviendra.

28.48 Le Groupe du contrôle et de l'inspection centraux sera chargé de ce sous-programme.

28.49 Le contrôle sera renforcé pour en faire un meilleur instrument de gestion et d'établissement de rapports biennaux sur l'exécution des programmes de l'Organisation présentés aux États Membres. Pendant l'exercice biennal 1996-1997, des systèmes permettant de combiner le contrôle de l'exécution des programmes et l'auto-évaluation seront mis en place sur la base de directives établies par le Bureau. Pendant l'exercice biennal 1998-1999, ces directives continueront d'être revues et améliorées et l'efficacité des systèmes en place sera contrôlée. Les administrateurs de programme bénéficieront d'une assistance pour renforcer leurs fonctions de contrôle des programmes, notamment pour affiner les indicateurs d'exécution. L'exécution des programmes sera régulièrement contrôlée afin de pouvoir déterminer le taux d'exécution, la comptabilité des ressources utilisées et des produits finaux et la pertinence des modifications apportées au plan à moyen terme en cours d'exécution. Le rapport sur l'exécution des programmes pour l'exercice biennal 1996-1997, qui doit être présenté à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination en 1998, contiendra des informations analytiques établies à l'aide des systèmes susmentionnés.

- 28.50 Dans le cadre du dialogue qu'il entretient de façon suivie avec le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité et avec les administrateurs de programme, le Groupe mettra l'accent sur les liens entre les résultats de l'exécution des programmes et le cycle de planification des programmes, en particulier le budget-programme.
- 28.51 La fonction d'inspection sera renforcée du point de vue de la portée des activités. Le Groupe procédera à de brèves inspections ponctuelles des programmes et des unités administratives pour s'assurer que les départements et bureaux fonctionnent dans un environnement favorable à l'efficacité et à la productivité, et également chaque fois qu'il y aura de bonnes raisons de croire que le contrôle des programmes est inadéquat et qu'il existe des risques de non-réalisation des objectifs du plan à moyen terme ou de gaspillage des ressources. Les inspections comprendront :
- a) Un examen général de l'environnement dans lequel fonctionne un département pour déterminer si celui-ci est favorable à l'efficacité et à la productivité et pour recommander des mesures correctives;
  - b) Un examen général des mécanismes de contrôle et de supervision des programmes pour en évaluer l'adéquation;
  - c) Un examen général des activités entreprises par les départements et bureaux afin de déterminer les domaines dans lesquels il existe des doubles emplois, des chevauchements et des éléments complémentaires et pour évaluer la pertinence des travaux accomplis au regard des objectifs visés;
  - d) Des recommandations pour remédier aux faiblesses constatées en ce qui concerne la formulation et l'exécution des programmes et pour renforcer la gestion de ces derniers;
  - e) Des mesures de suivi pour veiller à l'application des recommandations.

### Activités

- 28.52 Pendant l'exercice biennal 1998-1999, les activités ci-après seront entreprises :
- a) *Services destinés à des organes intergouvernementaux/d'experts*
    - i) *Assemblée générale;*
      - a. Documentation : rapport du Secrétaire général sur l'exécution des programmes de l'Organisation pour l'exercice biennal 1996-1997 (1998);
      - b. Services fonctionnels : Cinquième Commission (1998);
    - ii) *Comité du programme et de la coordination*
      - a. Documentation : rapport du Secrétaire général sur l'exécution des programmes de l'Organisation pour l'exercice biennal 1996-1997 (1998);
      - b. Services fonctionnels : séances plénières du Comité du programme et de la coordination (1998);
  - b) *Services de contrôle interne*
    - i) Contrôle périodique (trois fois pendant l'exercice biennal) de l'exécution des programmes relevant de 25 chapitres du budget-programme, y compris l'affinement des bases de données et des instructions pertinentes;
    - ii) Huit inspections (services communs de l'Office des Nations Unies à Vienne et de l'Office des Nations Unies à Genève, Département des affaires humanitaires, Département des services d'appui et de gestion pour le développement, Département de la coordination des politiques et du développement durable, Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques, Département de l'information et Département des affaires politiques) et suivi des recommandations en découlant;
    - iii) Suivi des inspections effectuées concernant le PNUE et Habitat;

- iv) Mesures de suivi pour faire en sorte que des systèmes d'autocontrôle et d'auto-évaluation soient mis en place au niveau des départements et évaluation de l'adéquation et de l'efficacité de ces systèmes en tant qu'instruments de gestion;
- v) Assistance aux administrateurs de programme pour le renforcement de leurs fonctions de contrôle en mettant à leur disposition des services de formation ainsi que des directives.

### Ressources nécessaires (aux taux courants)

#### *Postes*

- 28.53 Les ressources nécessaires à cette rubrique sont estimées à 1 703 400 dollars. Il est proposé de transférer au Groupe un poste d'agent des services généraux (1re classe) de la Division de l'audit et des conseils de gestion en échange d'un poste d'agent des services généraux (autres classes). L'accroissement des ressources (377 800 dollars) est le résultat net du transfert du poste susmentionné, de la prise en compte du coût biennal intégral des deux postes P-4 approuvés pendant l'exercice biennal 1996-1997 et de l'application de nouveaux taux standard de vacance de poste.

#### *Autres dépenses de personnel*

- 28.54 Les ressources prévues (14 800 dollars) représentent le coût du personnel temporaire (autre que celui affecté aux réunions) (8 600 dollars) et des heures supplémentaires (6 200 dollars).

#### *Consultants et experts*

- 28.55 Les ressources prévues (70 400 dollars) permettront de couvrir le coût de services d'experts au titre des analyses du volume de travail et analyses d'ordonnancement requises pour les inspections concernant les services communs à l'Office des Nations Unies à Vienne et à l'Office des Nations Unies à Genève.

#### *Voyages*

- 28.56 Le montant prévu (60 200 dollars) couvrira les frais de voyage des fonctionnaires qui seront chargés d'effectuer des inspections relatives au Département des affaires humanitaires à Genève, aux services communs à Genève et à Vienne, et au PNUE et au CNUEH à Nairobi, ainsi que d'assurer des services de formation sur le contrôle en tant qu'instrument de gestion dans ces lieux d'affectation.

#### *Services contractuels*

- 28.57 Un montant de 12 000 dollars est prévu pour couvrir le coût de services de programmeur pour la gestion de la base de données du Groupe et la modification de la conception des programmes selon les besoins.

#### *Frais généraux de fonctionnement*

- 28.58 Un montant de 1 000 dollars est prévu pour les frais postaux.

#### *Fournitures et accessoires*

- 28.59 Un montant de 2 000 dollars est prévu au titre des fournitures de bureau.

#### *Mobilier et matériel*

- 28.60 Des ressources d'un montant estimatif de 21 900 dollars sont prévues pour l'achat et le remplacement de matériel de bureautique.

## Sous-programme 4 Investigations

Tableau 28.12

### Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

Objet de dépense	1994-1995 Dépenses	1996-1997 Crédits ouverts	Accroissement des ressources		Total avant réévaluation des coûts	Rééva- luation des coûts	1998-1999 Montant estimatif
			Montant	Pour- centage			
Postes	790,9	2 253,4	833,3	36,9	3 086,7	238,7	3 325,4
Autres dépenses de personnel	1,0	16,5	—	—	16,5	1,0	17,5
Consultants et experts	—	33,4	26,9	80,5	60,3	3,6	63,9
Voyages	5,1	112,6	189,3	168,1	301,9	18,0	319,9
Frais généraux de fonctionnement	—	—	43,2	—	43,2	2,6	45,8
Fournitures et accessoires	—	52,1	20,2	38,7	72,3	4,3	76,6
Mobilier et matériel	—	126,5	(8,8)	(6,9)	117,7	7,0	124,7
<b>Total</b>	<b>797,0</b>	<b>2 594,5</b>	<b>1 104,1</b>	<b>42,5</b>	<b>3 698,6</b>	<b>275,2</b>	<b>3 973,8</b>

Tableau 28.13

### Postes nécessaires

#### Programme : Investigations

	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	1996- 1997	1998- 1999	1996- 1997	1998- 1999	1996- 1997	1998- 1999	1996- 1997	1998- 1999
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
D-1	1	1	—	—	—	—	1	1
P-5	2	2	—	—	—	—	2	2
P-4/3	6	9	3	—	—	—	9	9
<b>Total</b>	<b>9</b>	<b>12</b>	<b>3</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>12</b>	<b>12</b>
<b>Agents des services généraux</b>								
1re classe	1	1	—	—	—	—	1	1
Autres classes	2	3	—	—	—	—	2	3
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>3</b>	<b>4</b>
<b>Total général</b>	<b>12</b>	<b>16</b>	<b>3</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>15</b>	<b>16</b>

28.61 Ce sous-programme a pour objectif d'aider le Secrétaire général à s'acquitter de ses responsabilités en ce qui concerne le contrôle de l'utilisation appropriée des ressources financières et des ressources en personnel de l'Organisation.

- 28.62 La Section des investigations est chargée de l'exécution du sous-programme. Ses tâches sont les suivantes :
- a) Enquêter sur les cas présumés de violation de règles, directives et instructions administratives pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, d'irrégularité de gestion, de faute professionnelle, de gaspillage des ressources et d'abus de pouvoir, rendre compte des résultats de ces enquêtes et soumettre des recommandations appropriées au Secrétaire général;
  - b) Communiquer aux administrateurs de programme des rapports d'enquête complets accompagnés de recommandations sur les mesures consécutives à prendre;
  - c) Recommander des politiques et mesures propres à favoriser l'utilisation économique et rentable des ressources, fondées sur les résultats des enquêtes;
  - d) Établir, conformément à ses responsabilités pour ce qui est de l'évaluation des risques, des analyses et directives en vue de réduire les risques de fraude, de gaspillage des ressources, de malversations et d'abus de pouvoir dans les secteurs clefs de l'Organisation;
  - e) Recevoir des communications de fonctionnaires proposant des améliorations aux méthodes d'exécution des programmes;
  - f) Fournir une aide aux fonds et programmes des Nations Unies gérés séparément pour la réalisation d'enquêtes et mettre à leur disposition des services spécialisés à cette fin.
- 28.63 Afin d'enquêter sur un nombre important de cas se produisant en Afrique, la Section a établi un bureau à Nairobi en 1996. Ce bureau relève du chef de la Section à New York.

#### Activités

- 28.64 Au cours de l'exercice biennal 1998-1999, les activités ci-après seront entreprises :
- a) *Services de contrôle interne (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires)*
    - i) Éliminer l'arriéré de l'exercice 1994-1996 et enquêter sur environ 450 cas supplémentaires de fraude, gaspillage de ressources, abus de pouvoir, irrégularité de gestion ou faute professionnelle;
    - ii) Administrer et continuer à améliorer l'unité de suivi confidentielle créée en application de l'instruction administrative ST/AI/397 pour recevoir et examiner les propositions visant à améliorer les méthodes d'exécution des programmes, ainsi que les allégations faisant état de cas présumés de violation des règles et directives, d'irrégularité de gestion, de faute professionnelle, de gaspillage des ressources ou d'abus de pouvoir;
    - iii) Mettre au point un dispositif pour l'étude systématique des mécanismes de contrôle en ce qui concerne des activités à haut risque et des bureaux hors Siège afin de déterminer les secteurs dans lesquels des actes frauduleux et autres violations sont à craindre. Compte tenu de ces travaux, formuler des recommandations quant aux mesures correctives à prendre afin d'empêcher la perpétration de tels actes;
    - iv) Renforcer les mécanismes de liaison existants et établir de nouveaux mécanismes pour la liaison avec les autorités judiciaires des États Membres concernés et les services chargés des investigations dans d'autres organisations internationales afin de réduire au maximum les doubles emplois;
    - v) Renforcer la capacité du bureau de Nairobi;
    - vi) Assurer le suivi des recommandations antérieures.

**Ressources nécessaires (aux taux courants)**

*Postes*

- 28.65 Les ressources prévues (3 086 700 dollars) correspondent aux traitements et dépenses communes de personnel pour 16 postes. L'augmentation nette de 833 300 dollars est le résultat net de l'application de nouveaux taux standard de vacance de postes de la prise en compte du coût intégral d'un poste P-5, de deux postes P-4 et de deux postes P-3 approuvés pendant l'exercice biennal 1996-1997 et du transfert d'un poste P-4 et d'un poste P-3 de New York à Nairobi ainsi que d'un poste d'agent des services généraux (Autres classes) du Groupe de l'évaluation centrale. La transformation de trois postes temporaires (1 poste P-4 et 2 postes P-3) en postes permanents est également proposée.

*Autres dépenses de personnel*

- 28.66 Un montant de 16 500 dollars est prévu au titre du personnel temporaire (autre que celui affecté aux réunions) pour remplacer le personnel permanent en congé de longue maladie ou en congé de maternité (6 200 dollars) et pour les heures supplémentaires (10 300 dollars).

*Consultants et experts*

- 28.67 Un montant de 60 300 dollars est prévu pour couvrir le coût de services de consultants spécialisés et d'experts qui ne sont pas disponibles au Secrétariat ainsi que de spécialistes qui fourniront une assistance aux enquêteurs de la Section confrontés à des systèmes juridiques complexes.

*Voyages*

- 28.68 Les ressources prévues au titre des frais de voyage s'élèvent à 301 900 dollars. Compte tenu de l'expérience des deux dernières années, la Section prévoit que le nombre des cas sur lesquels elle devra enquêter en dehors de New York et de Nairobi sera de l'ordre de 300 pendant l'exercice biennal 1998-1999. Étant donné que les procédures applicables exigent l'accès direct aux intéressés, aux documents et à tout autre élément de preuve là où les incidents donnant lieu à l'enquête se sont produits, les voyages représentent un élément essentiel des activités de la Section.

*Frais généraux de fonctionnement*

- 28.69 Un montant de 43 200 dollars est prévu pour couvrir le coût de services divers dans des domaines tels que la vérification des références des fournisseurs (25 100 dollars) et l'entretien d'un véhicule au bureau de Nairobi (18 100 dollars).

*Fournitures et accessoires*

- 28.70 Un montant de 72 300 dollars est prévu pour l'achat de fournitures de bureau courantes et pour faire face à des besoins propres à la Section (52 100 dollars), pour l'achat d'essence et autres lubrifiants pour un véhicule au bureau de Nairobi (10 100 dollars) et pour l'achat de livres de bibliothèque (10 100 dollars).

*Mobilier et matériel*

- 28.71 Un montant de 117 700 dollars est prévu pour l'achat de matériel de bureau ainsi que de matériel pour les enquêteurs au bureau de Nairobi (42 200 dollars) ainsi que pour l'achat et le remplacement de matériel de bureautique (75 500 dollars) à New York et à Nairobi.